

Les finances dans l'impasse

La Gazette du Val-d'Oise 29/06/2011

Vingt-cinq mille euros : c'est le coût de l'audit financier diligenté par la nouvelle majorité de droite du Conseil général et dont les conclusions ont été dévoilées vendredi dernier.

En résumé, le cabinet spécialisé Mazars met en évidence une dégradation rapide des comptes, calquée sur les trois années de gestion de la gauche. «Au final, le Val-d'Oise est dans la situation la plus dégradée des départements d'Ile-de-France», a résumé Arnaud Bazin, président (non inscrit) du Conseil général. Pour la nouvelle majorité, les raisons sont simples : «La gauche a mené une politique de dépenses sans rapport avec la réalité de ses recettes. Tout cela aboutit à une impasse budgétaire. Le résultat est là : une dette qui a bondi de 62 % en trois ans et qui atteint aujourd'hui plus de 900 millions d'euros.»

Pire, selon l'audit, la gauche aurait sciemment reporté certaines dépenses de 2010 sur le budget 2011. «Un artifice qui bafoue les règles et qui se monte tout de même à 12,5 millions d'euros», a détaillé Gérard

« La gauche a mené une politique de dépenses sans rapport avec la réalité de ses recettes. »

• Arnaud Bazin, président (Ni) du Conseil général

Seimille, conseiller général UMP de Pontoise en charge des finances.

Pour la nouvelle majorité, l'erreur majeure de l'ancienne a été de ne pas augmenter les impôts «quand tous les autres départements l'ont fait en 2009». «Le Conseil général disposait alors d'un levier puissant pour augmenter ses recettes sans étrangler les Valdoisiers,

a assuré Arnaud Bazin. Ne pas y recourir a été une faiblesse irresponsable qui place maintenant le département dans une situation extrêmement difficile, avec des marges de manœuvre plus que réduites.»

Face à ces conclusions sévères, Didier Arnal, ancien patron socialiste du Conseil général, a sérieusement mis en doute la qualité de l'audit : «Il est tout de même étonnant de constater que vos experts n'ont pas pris en compte les conséquences de la crise, pas plus que la non-compensation par l'État des 412 millions d'euros de transfert de compétences.» Autre reproche, renvoyé comme un boomerang à la droite : «C'est vous qui, en 2004, auriez dû augmenter les impôts. La situation le permettait alors, et cela aurait permis de consolider des recettes qui,

à cette époque, dépendaient en grande partie de sources que vous ne maîtrisiez pas. Ainsi, l'effondrement des droits de mutation auquel nous avons dû faire face quand nous étions aux affaires aurait dû être anticipé et aurait pu être compensé par une fiscalité plus dynamique.» Comme un pied de nez, ce sont d'ailleurs ces mêmes droits de mutation qui, après trois années de basses eaux, semblent se redresser cette année, la nouvelle majorité misant sur une recette supplémentaire de 45 millions d'euros.

«Quant aux dépenses, a martelé Didier Arnal, elles correspondaient à des investissements nécessaires pour le département et ses habitants.»

«Moi, j'appelle cela des errements et cette politique payée à crédit, c'est à nous de l'assumer maintenant», a riposté Arnaud Bazin.

François PELOILLE